

Action du CICR en Inde et au Pakistan

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Rapport sur l'activité du Comité international de la Croix-Rouge**

Band (Jahr): - **(1949)**

PDF erstellt am: **22.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

leur nombre s'accroît. Aussi, l'action de secours des Nations Unies devra-t-elle se poursuivre.

C'est en ce sens que s'exprimait à Lake Success, fin novembre 1949, le président du CICR, tirant, en quelque sorte, la conclusion de cette année d'efforts :

« L'œuvre de secours aux réfugiés en Palestine, à laquelle tant de bonnes volontés ont coopéré, doit se solder par un succès ; elle doit permettre de préparer, sans heurts, la grande œuvre de rétablissement que vous examinerez ensuite.

« Ainsi, une œuvre humanitaire essentielle. d'une importance primordiale pour les réfugiés du Moyen-Orient, aura été menée à bien. Mais, au delà de cette vaste catégorie de personnes en détresse, cette œuvre aura permis d'appliquer des méthodes de secours qui pourront être employées au sauvetage d'autres victimes de la misère dans le monde. »

L'intérêt de l'œuvre du CICR en Palestine a incité la maison d'édition Ringier & C^{ie} de Zofingue (Suisse) à confier à l'un de ses collaborateurs un grand reportage, illustré de nombreuses photographies originales, qui a paru dans plusieurs hebdomadaires internationaux.

En outre, le Service de l'Information du Comité international a édité un film documentaire sur le travail du Commissariat, film intitulé : « Les errants de Palestine », d'une durée de projection de quinze minutes, et dont il a été tiré des versions française, anglaise et allemande.

III. ACTION DU CICR EN INDE ET AU PAKISTAN

Dans la Péninsule indienne, l'activité du CICR, en 1949, s'est presque exclusivement consacrée aux victimes du conflit du Cachemire ¹.

La lutte entre les deux autorités de fait établies au Cachemire, a entretenu un état de tension entre l'Union indienne, soutenant le Gouvernement de Jammu-Cachemire et le Pakistan, appui de l'Azad-Cachemire.

¹ Voir *Rapport du CICR (1947-1948)*, p. 103.

Les efforts de conciliation des Nations Unies avaient abouti, au début de 1948, à imposer un armistice entre les deux parties, mais la situation était restée trouble. Des divergences profondes subsistaient et les revendications persistaient, de part et d'autre, aussi vives. En conséquence, la solution des problèmes humanitaires qui se posaient demeurait lente et malaisée bien que, partout, les délégués du CICR fussent accueillis avec empressement.

Dix-huit mois après la conclusion de l'armistice, les prisonniers de guerre n'étaient pas encore rapatriés. Les autorités de l'Azad-Cachemire, qui détenaient 600 prisonniers au camp d'Attock et 73 au camp de Gilgit, hésitaient à les échanger contre les 75 Musulmans détenus par le Jammu-Cachemire au camp de Yol. Du moins, les délégués du CICR visitèrent-ils les trois camps pour s'assurer que les Conventions de Genève y étaient respectées. Leurs investigations permirent non seulement d'établir des listes de blessés — qui furent échangés dès le mois de février — mais encore de localiser une soixantaine de Musulmans, prisonniers de guerre, dont la capture n'avait pas encore été signalée.

Peu à peu, les deux Gouvernements de l'Inde et du Pakistan acceptèrent l'idée émise par le CICR, que l'échange des prisonniers devait se faire par catégories de personnes, et non tête pour tête. Après l'échange des blessés, puis des prisonniers politiques, l'échange général des prisonniers de guerre eut lieu en avril.

Tous ces échanges se firent sous le contrôle du CICR. Celui-ci, en outre, a secondé les Gouvernements dans l'exécution de tâches imposées par les circonstances, aidant à la recherche des disparus, ainsi que des femmes et des enfants enlevés par les soldats. Dès le début de l'année, 140 femmes et enfants réunis au camp de Datal (Pakistan) avaient pu être échangés contre 254 femmes provenant du camp de Mohallah Ustad (Inde).

Mais le trait le plus dramatique du conflit était l'existence de près de 700.000 réfugiés, la plupart groupés dans des camps, d'autres encore mêlés à la population, durement éprouvée elle-même. L'insécurité qui régnait au Cachemire empêchait tous ces malheureux de reprendre une vie normale.

Les délégués du CICR ont visité plusieurs camps de réfugiés, entre autres celui de Wah au Pakistan, où étaient réunis 20.000 Musulmans, et celui de Darhal, où se trouvaient un nombre égal d'Indiens. Mais le CICR, dépourvu des moyens de leur venir en aide, n'a pu qu'attirer l'attention sur leur détresse. Après enquête minutieuse menée sur les lieux, ses délégués, d'accord avec les médecins consultés, établirent l'ordre d'urgence des premiers secours, à savoir : vêtements, couvertures et médicaments tels que multivitamines, sulfamidés et anti-malariques. En novembre le CICR prit la décision de faire tenir des secours en médicaments à la Croix-Rouge de l'Inde, ainsi qu'à la Croix-Rouge du Pakistan.

IV. ACTION DU CICR EN INDOCHINE

La rencontre, au début de 1949, entre représentants de la Croix-Rouge française et de l'Organisation vietnamienne de la Croix-Rouge ¹ ne put avoir lieu en présence du délégué du CICR, celui-ci se trouvant alors retenu en Indonésie. Cette rencontre n'aboutit à aucun résultat.

Une nouvelle entrevue avait été prévue pour le mois de février, mais l'Organisation vietnamienne de la Croix-Rouge fit savoir par T.S.F. qu'elle ne pourrait avoir lieu.

En dépit d'appels radiodiffusés à cette Organisation ainsi qu'au Service de santé du Nambo (Sud-indochinois), le CICR ne put obtenir de réponse pour la reprise des pourparlers.

En juillet, le délégué du CICR prit contact avec le chef de la représentation vietnamienne pour le Sud-Est asiatique, à Bangkok. Il lança de cette ville un nouvel appel radiophonique au Service de santé du Nambo, demandant des facilités pour l'échange de messages et de correspondance. Ledit Service répondit que de tels arrangements n'étaient pas de sa compétence, mais de celle de son Gouvernement. Il ajoutait toutefois que les prisonniers français, militaires et civils, retenus dans le Sud-indochinois étaient bien traités.

¹ Voir *Rapport du CICR (1947-1948)*, p. 97.